

Enjeu	Parti conservateur	Parti libéral	NPD	Parti vert	Bloc Québécois
<b>Commerce</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le libre-échange et s'efforcer d'ouvrir de nouveaux marchés par des négociations commerciales bilatérales et multilatérales.</li> <li>Appuyer la motion adoptée par la Chambre en 2005 qui stipule que les secteurs sous gestion de l'offre ne seront pas soumis à une réduction des tarifs hors contingents ni à aucune augmentation des contingents tarifaires.</li> <li>Continuer à défendre les secteurs soumis à la gestion de l'offre, aux paliers national et international, à toutes les prochaines rencontres de l'OMC et aux négociations commerciales bilatérales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutient la poursuite des négociations multilatérales sous l'égide de l'OMC.</li> <li>Besoin de négocier aussi des accords commerciaux bilatéraux qui réduisent les barrières tarifaires et non tarifaires</li> <li>Ferme conviction que l'environnement, les droits de la personne et la responsabilité sociale des entreprises sont toutes des valeurs très importantes à prendre en considération dans la négociation des accords de libre-échange.</li> <li>Continuer de protéger la gestion de l'offre. - <i>Parti libéral, Rappel des faits</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Affrontera la crise dans le secteur manufacturier par un examen des règles commerciales inéquitables.</li> <li>A l'intention de revoir l'ALENA et les autres accords de libre-échange.</li> <li>Continuer à protéger la gestion de l'offre.</li> <li>Élimination des subventions à l'exportation</li> <li>Veiller à ce que la préservation des systèmes ordonnés de marketing canadiens et la suppression des subventions et des pratiques abusives en matière d'exportation soient des priorités essentielles de la politique nationale et des négociations commerciales internationales.</li> <li>Élaborer des programmes de stabilisation des revenus qui respectent nos obligations et nos approches en matière de commerce international.</li> <li>Protéger les systèmes de marketing existants pour nos industries agricoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain et les autres accords de libre-échange pour que le Canada ait le pouvoir de favoriser la fabrication canadienne de produits à valeur ajoutée.</li> <li>Privilégier le commerce équitable au niveau des exportations et des importations agricoles.</li> <li>Protéger la gestion de l'offre.</li> <li>Réorganiser d'autres institutions multilatérales puissantes, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le FMI et la Banque mondiale, en plaçant ces institutions sous la direction de l'Assemblée générale des Nations Unies</li> <li>Insister sur la protection mondiale des droits de la personne, des normes du travail, de la diversité culturelle et des écosystèmes, dans les négociations des accords de libre-échange.</li> <li>Démanteler le Partenariat nord américain pour la sécurité et la prospérité (SPP)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exige du gouvernement fédéral qu'il ne fasse aucune nouvelle concession sur le système de gestion de l'offre tant et aussi longtemps que les autres pays n'auront pas atteint un plancher d'accès de 5 % dans les produits mis en cause.</li> <li>Demande au gouvernement fédéral d'assurer aux producteurs que les secteurs sous gestion de l'offre ne soient soumis à aucune réduction des tarifs hors contingents, ni à aucune augmentation des contingents tarifaires.</li> <li>Exige que le Canada se concentre sur l'établissement de règles permettant des échanges plus équitables, lors de négociations internationales, en incluant notamment dans les accords commerciaux des clauses prévoyant le respect de standards internationaux en termes de droit du travail, des droits de la personne et de l'environnement.</li> </ul>

<p><b>Gestion des risques de l'entreprise</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réserver 500 millions de dollars et continuer à collaborer avec les provinces pour mettre en place un programme sur la flexibilité de l'agriculture. Ce plan comprendra des programmes propres aux régions afin d'aider les familles agricoles à supporter les pressions exercées par les coûts de production, de promouvoir l'innovation, d'assurer une durabilité environnementale, de relever les défis et de profiter des possibilités du marché importants pour chaque province.</li> </ul> <p><i>--Communiqué du Parti conservateur « LES AGRICULTEURS D'ABORD »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un nouveau Fonds pour les besoins régionaux des agriculteurs de 564 millions de dollars pour les agriculteurs qui élaborent des solutions axées sur les régions, en ce qui concerne l'environnement, la gestion du risque et les coûts de production.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restructurer les programmes canadiens de gestion des risques opérationnels pour aider les exploitants à faire face aux dangers climatiques, notamment dans les zones couvertes par l'aide aux sinistrés et l'assurance-production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exige du gouvernement fédéral qu'il accède à la demande des groupes de producteurs en mettant une enveloppe budgétaire à la disposition du Québec et des provinces, afin de contribuer à des programmes régionaux selon des critères adaptés au territoire et plus flexibles. Elle servirait, par exemple, au financement d'une forme de partenariat avec des programmes-compagnons de soutien aux revenus ou de programmes axés sur le développement des marchés et de la recherche (Programme Agri-flex).</li> <li>• Propose d'augmenter graduellement les investissements dans le secteur de l'agriculture afin que les programmes de soutien au revenu et de gestion des risques du Cadre stratégique agricole II, de même que les programmes de relèvement, soient haussés, à terme de 2,3 milliards de dollars annuellement à partir de la troisième année.</li> </ul>
---	---	---	--	--	---

<p><b>Environnement</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En vertu du plan « Prendre le virage », un régime de plafonnement des émissions et d'échange de permis sera mis en place, afin de permettre aux agriculteurs d'être indemnisés pour les activités de compensation carbone à la ferme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Libéraux vont assigner aux combustibles fossiles, comme le charbon et le gaz naturel (mais pas l'essence), un prix qui au départ, sera de 10 dollars par tonne de dioxyde de carbone et qui en quatre ans, montera progressivement à 40 dollars par tonne.</li> <li>Les prix du diesel augmenteront de 7 cents par année pendant les quatre années du plan.</li> <li>Le Tournant vert prévoit aussi une nouvelle prestation fiscale universelle pour enfants d'une valeur de 350 dollars par enfant, par année, en plus de toutes les prestations pour enfants en vigueur.</li> <li>Une hausse de 850 \$ du crédit pour emploi remboursable.</li> <li>Un crédit rural vert immédiat de 150 \$ pour tous les contribuables habitant dans une région rurale.</li> <li>Des crédits d'impôt additionnels et des incitatifs pour les entreprises, pour</li> </ul>	<p>Mettre en œuvre une stratégie canadienne d'aliments et d'agriculture biologiques, qui comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'interdiction des semences suicides, protégeant ainsi le droit des fermiers de choisir, de garder et de contrôler leurs semences.</li> <li>Fournir un fonds de transition pour l'éducation, le matériel et la formation à l'intention des agriculteurs qui souhaitent adopter des systèmes intensifs de lutte antiparasitaire et intégrés biologiques ou bio intensifs.</li> <li>Appuyer les travailleurs agricoles invités indépendants afin de favoriser les méthodes agricoles écologiques, y compris la préparation limitée du sol, la conservation de l'eau et une utilisation réduite d'engrais et de pesticides.</li> <li>A fait la promotion du marché du carbone comme régime pour fixer un prix au carbone en ciblant mieux les grands pollueurs. Ce plan correspond à ceux de l'Union européenne et à ceux prônés par les candidats à la présidence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une taxe progressive sur les émissions de carbone qui serait plus élevée pour les carburants fossiles plus polluants comme le charbon et moins élevée pour le gaz naturel. Un régime de plafonnement des émissions et d'échange de permis serait également mis en place.</li> <li>Axer la recherche sur la production alimentaire biologique plutôt que sur la biotechnologie et l'agriculture énergivore.</li> <li>Renforcer la surveillance des pesticides, des fongicides, des hormones de croissance et des antibiotiques non thérapeutiques dans la production des aliments.</li> <li>Protéger et améliorer la qualité des ruisseaux, des rivières, des aquifères et des lacs en exigeant des pratiques agricoles qui évitent la contamination par le lessivage des terres,</li> <li>Minimiser les effets du changement climatique en favorisant les pratiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appliquer le protocole de Kyoto, avec un marché du carbone fondé sur une approche territoriale.</li> </ul>
-----------------------------	---	---	---	---	---

		<p>encourager l'innovation et l'investissement vert.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédits de réduction des émissions nocives : ce programme doté de 400 millions de dollars s'échelonne sur quatre ans et préparera un régime de plafonnement des émissions et d'échange de permis de permis. Les agriculteurs recevront 10 \$ par tonne de carbone vérifiée qu'ils séquestrent à la ferme par des activités comme le labour minimum, la gestion des fumiers et la mise en jachère.</li> <li>• Un Fonds pour les fermes écologiques de 250 millions de dollars offrira des ristournes sur l'acquisition de technologies vertes comme la digestion anaérobie et de technologies qui réduiront la consommation de carburant. Le fonds financera également la recherche en matière d'agriculture écologique.</li> <li>• La déduction pour amortissement accéléré de 1,7 milliard de dollars permettra d'amortir plus rapidement les investissements dans des technologies vertes, ce qui accroîtra la réduction fiscale.</li> </ul>	<p>des États-Unis et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU.</p>	<p>agricoles qui augmentent la séquestration de carbone et diminuent les besoins en eau grâce à des incitatifs financiers liés à l'échange intérieur de droits d'émission de carbone.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre pour tous les volets du système agroalimentaire et collaborer avec l'industrie pour établir des plans en vue d'atteindre les objectifs.</li> <li>• Mettre en place des programmes à frais partagés pour aider les exploitants à protéger les aires d'habitat faunique et les terres marginales, protéger la qualité de nos cours d'eau, lacs et aquifères, et protéger et améliorer la qualité de nos sols.</li> <li>• Établir un « Programme de mise en œuvre du plan de ferme environnemental » pour fournir de nouvelles sources de financement pour la mise en œuvre au niveau de la ferme.</li> <li>• Propose que l'agriculture biologique devienne le principal modèle de</li> </ul>	
--	--	--	--	---	--

				production. Un gouvernement du Parti vert collaborera avec les exploitants d'entreprises agricoles non biologiques qui souhaitent passer à l'agriculture biologique.	
<b>Salubrité des aliments</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer de mettre en œuvre le Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires qui, au cours des quatre prochaines années, investira plus de 160 millions de dollars dans l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour embaucher de nouveaux inspecteurs, mieux suivre les importations et améliorer les systèmes de salubrité.</li> <li>Faire mener une enquête par une tierce partie impartiale sur la récente éclosion de listériose.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Libéraux appuieront l'embauche de 100 inspecteurs supplémentaires, qui seront chargés de veiller à la salubrité de nos aliments avant la mise en vente.</li> <li>Ils investiront 50 millions de dollars de plus pour renforcer notre filet de sécurité alimentaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le nombre d'inspecteurs à l'agence canadienne d'inspection des aliments. nous augmenterons l'appui administratif de sorte que les inspecteurs puissent passer plus de temps sur le terrain et moins de temps à faire des tâches administratives.</li> <li>Réduire les blessures subies au travail et améliorer la qualité et l'innocuité des aliments en adoptant des règlements concernant la cadence de la transformation de la viande qui sont conformes à celles de l'union européenne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les économies locales en aidant les localités sans agriculture à grande échelle à développer des règlements en matière de salubrité des aliments spécifiques à ces localités qui respectent les normes nationales sans toutefois placer un fardeau financier exagéré sur les entreprises de transformation alimentaire et les exploitants locaux.</li> <li>Rétablir le financement pour la réalisation d'analyses sur les produits alimentaires et les processus d'approbation des nouveaux fruits et légumes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la sécurité et la salubrité alimentaire sur le territoire assurer de bonnes conditions pour la relève, et suffisamment de main-d'œuvre agricole.</li> <li>Rejette l'idée selon laquelle l'industrie doit s'autoréguler complètement en matière d'inspection des aliments.</li> <li>Réviser le rôle de l'ACIA, notamment dans le but de clarifier les conséquences possibles de son double mandat et de prioriser son rôle fédéral de gardien dans le domaine de l'alimentation et de l'innocuité des aliments.</li> <li>Modifier la législation afin de forcer l'ACIA à partager obligatoirement ses informations avec toutes les agences provinciales aussitôt que des cas de maladies à déclaration obligatoire sont signalés simultanément dans plus d'une province.</li> </ul>
<b>Croissance stratégique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'industrie du bétail canadienne dépend de sa capacité de mettre ses produits sur le marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un nouveau programme pour l'agriculture locale doté de 30 millions de dollars pour appuyer les marchés frais de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réparer le déséquilibre du pouvoir économique entre les cultivateurs et les sociétés agro-industrielles,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager la production et la consommation de produits agricoles canadiens, en particulier de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir la souveraineté alimentaire et s'en inspirer pour développer nos politiques agricoles.</li> </ul>

	<p>rapidement. Nous allons investir 50 millions de dollars afin d'assurer une solide capacité d'abattage dans diverses régions du pays afin de soutenir nos industries du bétail et laitière, et d'autres secteurs relatifs au bétail. Ce fonds aidera les installations existantes à apporter des changements opérationnels et à se moderniser afin d'assurer que l'agriculture canadienne reste autonome et moins dépendante des déplacements sur de longues distances en vue de l'abattage.</p> <p><i>-- Communiqué du Parti conservateur « LES AGRICULTEURS D'ABORD »</i></p>	<p>proximité et la valorisation des produits cultivés au Canada. – <i>Parti libéral, Rappel des faits</i></p>	<p>notamment en limitant la possession de bétail par les exploitants d'abattoirs à l'aide de nouvelles dispositions insérées dans la Loi sur la concurrence.</p>	<p>produits biologiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer un meilleur contrôle sur la stabilité des prix des produits agricoles et, par conséquent, des revenus des agriculteurs.</li> <li>• Fournir un effort accru en matière de développement régional dans le respect des compétences québécoises pour assurer la vitalité des communautés rurales.</li> <li>• Favoriser, par des politiques de sensibilisation, l'achat de produits et l'établissement d'un meilleur contact entre le producteur et le consommateur.</li> </ul>
<p><b>Étiquetage des aliments</b></p>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exiger que les aliments génétiquement modifiés et les poissons d'aquaculture soient étiquetés.</li> <li>• Exiger la transparence et la responsabilité complètes des étiquettes qui indiquent qu'un produit est « fait au Canada ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limiter la commercialisation de cultures génétiquement modifiées et imposer l'étiquetage des produits contenant des OGM.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implanter des règles obligatoires d'étiquetage pour les normes d'origine, au lieu du système volontaire.</li> </ul>

<p><b>Recherche-développement</b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,2 milliard de dollars pour l'amélioration du crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental, tel que présenté dans notre Tournant vert, pour encourager l'investissement dans la recherche de solutions plus durables au plan environnemental, dont beaucoup proviennent du secteur agricole.</li> <li>• Un Fonds pour les fermes écologiques doté de 250 millions de dollars pour appuyer la recherche sur les pratiques agricoles écologiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager les jeunes les plus brillants à rester au Canada en augmentant les fonds destinés à la recherche universitaire et collégiale, et aux études du deuxième et troisième cycle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la recherche sur la biotechnologie et l'agriculture intensive au profit de l'agriculture biologique.</li> <li>• Augmenter les subventions de l'État pour la recherche sur les collections de semences, les reproducteurs, les races animales et les pratiques d'agriculture biologique, et établir de nouvelles politiques pour la recherche privée pour faire en sorte qu'elle soit dans l'intérêt supérieur des exploitations familiales et des consommateurs.</li> </ul>	
<p><b>Règlements sur le transport des grains</b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exiger immédiatement une étude détaillée des frais de transport ferroviaire, afin d'assurer l'exactitude des calculs des frais de transport et de calmer les préoccupations des producteurs de l'Ouest canadien. <i>—Parti libéral, Rappel des faits</i></li> <li>• Mettre en œuvre un moratoire sur les fermetures de lignes ferroviaires pour permettre au nouveau gouvernement d'évaluer l'efficacité de la configuration actuelle du réseau ferroviaire. Cela</li> </ul>			

		<p>souignera la valeur commerciale, communautaire et environnementale des chemins de fer de courte distance.</p> <p><i>–Parti libéral, Rappel des faits</i></p>			
<b>Fiscalité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La taxe d'accise sur le diesel sera abaissée de 2 cents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les Libéraux vont assigner aux combustibles fossiles, comme le charbon et le gaz naturel (mais pas l'essence), un prix qui au départ, sera de 10 dollars par tonne de dioxyde de carbone et qui en quatre ans, montera progressivement à 40 dollars par tonne.</li> <li>L'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés sera réduit de 1 à 2 %.</li> <li>Une nouvelle prestation fiscale universelle pour enfants d'une valeur de 350 dollars par enfant, par année, en plus de toutes les prestations pour enfants en vigueur</li> <li>Une hausse de 850 \$ du crédit pour emploi remboursable.</li> <li>Un crédit rural vert immédiat de 150 \$ pour tous les contribuables habitant dans une région rurale.</li> <li>Des crédits d'impôt</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer une taxe sur le carbone de 50 \$ la tonne et instaurer une taxe sur les produits chimiques toxiques.</li> <li>Ramener la TPS à six pour cent pour investir dans les infrastructures. Étendre l'exonération prévue à l'égard de certains produits alimentaires exempts de taxes et ajouter les vêtements pour enfants et les livres à la liste des produits exemptés. Offrir des remises aux Canadiennes et aux Canadiens des zones rurales.</li> <li>Offrir des rabais de TPS et une indemnisation à ceux qui protègent les services écologiques comme l'habitat de la faune.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Bloc Québécois propose, pour cette année, l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable équivalant à 10 % des revenus provenant de l'exploitation agricole; avec un maximum d'environ 1500 \$.</li> <li>Le Bloc Québécois propose d'accroître le montant admissible à la déduction pour gain en capital pour biens agricoles de 750 000 \$ à 1 000 000 \$, et ce, seulement pour les transactions à la suite desquelles il y aurait maintien de l'exploitation.</li> </ul>

		<p>additionnels et des incitatifs pour les entreprises, pour encourager l'innovation et l'investissement vert.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La déduction pour amortissement accéléré de 1,7 milliard de dollars permettra d'amortir plus rapidement les investissements dans des technologies vertes, ce qui accroîtra la réduction fiscale.</li> </ul>			
<b>Commission canadienne du blé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer à travailler avec les producteurs de l'Ouest pour assurer que le résultat de leur vote est respecté et qu'ils ont la liberté de choisir de vendre leurs produits sur un marché ouvert ou par l'intermédiaire de la Commission canadienne du blé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un gouvernement libéral s'engagera à continuer de soutenir la gestion de l'offre et à restaurer le contrôle par les agriculteurs d'une Commission canadienne du blé et à y rétablir la démocratie. Aucun gouvernement ne devrait décider de l'avenir de la Commission canadienne du blé. Un gouvernement libéral est déterminé à respecter le principe selon lequel les producteurs de blé et d'orge de l'Ouest canadien doivent être les seuls à décider de l'avenir de la Commission canadienne du blé.  <i>-Parti libéral, Rappel des faits</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Garantir, par la voie législative, que la commission canadienne du blé sera le guichet unique du marketing du blé et de l'orge canadiens, et axer la politique canadienne sur le principe de la gestion de l'approvisionnement pour les secteurs producteurs de biens.</li> </ul>	<p>Kate Storey (porte-parole du Parti vert pour l'agriculture) a indiqué que le gouvernement devrait cesser de manipuler la Commission canadienne du blé. Elle a déclaré que l'ingérence du secteur public dans le secteur a été permanente et scandaleuse dans le gouvernement Harper.</p> <p><i>-Parti vert, Communiqué 28 septembre 2008</i></p>	

\*À moins d'indication contraire, toute l'information est tirée des programmes officiels des partis.